

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 11/05/2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SOFRONEG

Chemin de la Cadue - La Borie Sud
24110 Saint-Astier

Références : UbD24-47/142/2023

Code AIOT : 0003102101

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 11/05/2023 dans l'établissement SOFRONEG implanté Chemin de la Cadue - La Borie Sud 24110 Saint-Astier. L'inspection a été annoncée le 02/05/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SOFRONEG
- Chemin de la Cadue - La Borie Sud 24110 Saint-Astier
- Code AIOT : 0003102101
- Régime : Déclaration avec contrôle
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société SOGRONEG, selon les informations de l'exploitant, est spécialisée dans la galvanoplastie de bijoux (placage et dorure à 90% et argenture à 10 %) pour grossiste en bijouterie.

Les pièces à base laiton et laiton cuivre font l'objet de traitement par immersion en cuves. L'installation a fait l'objet d'une déclaration initiale ICPE en date du 8 juillet 2017 pour la rubrique 2565.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- situation administrative – gestion de l'établissement – rejets effluents – déchets

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
2	Contrôle périodique	Arrêté Ministériel du 30/06/1997, article I > 1.1.2.	/	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
9	Cuvettes de rétention	Arrêté Ministériel du 30/06/1997, article I > 2.10.	/	Mise en demeure, respect de prescription	1 mois
13	Vérification périodique des installations électriques	Arrêté Ministériel du 30/06/1997, article I > 3.6.	/	Mise en demeure, respect de prescription	2 mois
20	Mesure périodique de la pollution rejetée	Arrêté Ministériel du 30/06/1997, article I > 5.9.	/	Mesures conservatoires	Sans
24	Déchets dangereux	Arrêté Ministériel du 30/06/1997, article I > 7.4.	/	Mise en demeure, respect de prescription	2 mois
26	Local Déchets dangereux	Arrêté Ministériel du 30/06/1997, article I > 2.4.	/	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Situation administrative	Code de l'environnement du 09/04/2019, article Annexe R 511-9	/	Sans objet
8	Rétention des aires et locaux de travail	Arrêté Ministériel du 30/06/1997, article I > 2.9.	/	Sans objet
11	Connaissance des produits - Etiquetage	Arrêté Ministériel du 30/06/1997, article I > 3.3.	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
12	Registre entrée/sortie	Arrêté Ministériel du 30/06/1997, article I > 3.5.	/	Sans objet
19	Valeurs limites de rejet	Arrêté Ministériel du 30/06/1997, article I > 5.5	/	Sans objet
23	Stockage des déchets	Arrêté Ministériel du 30/06/1997, article I > 7.2.	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
5	Accessibilité	Arrêté Ministériel du 30/06/1997, article I > 2.5.	/	Sans objet
6	Ventilation	Arrêté Ministériel du 30/06/1997, article I > 2.6.	/	Sans objet
14	Moyens de secours contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 30/06/1997, article I > 4.2.	/	Sans objet
18	Mesure des volumes rejetés	Arrêté Ministériel du 30/06/1997, article I > 5.4.	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection met en évidence des écarts significatifs vis-à-vis du référentiel de contrôle, notamment l'absence :

- de contrôle périodique ICPE,
- de contrôle électrique,
- d'évacuation des déchets,
- de traitement des effluents aqueux rejetés au réseau communal,
- de qualification des effluents rejetés,
- de portes coupe feu au droit du local déchets,
- de ferme-porte sur le porte du local déchets

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Situation administrative

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 09/04/2019, article Annexe R 511-9
Thème(s) : Situation administrative, Rubriques ICPE
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'installation 2565.2 a fait l'objet d'une déclaration n°A-7-C12CZON5S en date du 08/07/2017 pour un volume de cuves affectées au traitement de 1300 l de :</p> <ul style="list-style-type: none"> - bains acides, alcalins sans cyanures - bains de traitement cyanurés (mise en œuvre maximale de 200L).
<p>Constats : L'exploitant présente un plan des installations où sont repérés les différents bains avec le volume affecté.</p> <p>On note la présence de 11 cuves de traitement acides et alcalins (pour un total affiché de 1250 l), 5 cuves de traitement cyanuré (dorure et plaquage pour un total de 175 l), une cuve de rinçage et 2 cuves vides.</p> <p>L'installation se compose de 2 chaînes de traitement par galvanoplastie pour l'argenture et la dorure. Il est noté la présence de cuves compartimentées par chemisage plastique.</p> <p>On note la présence d'une cuve vide et d'un compartiment central de la cuve argenture fermé par une plaque plastique vissée avec la mention VIDE. L'exploitant indique qu'elles ne sont et ne seront pas utilisées.</p> <p>L'atelier présente par ailleurs d'autres cuves vides semblant servir de support/tables.</p> <p>Le seuil du régime d'enregistrement (1500 L ou 200 L pour les bains cyanurés) est susceptible d'être atteint par la présence de ces cuves ou partie de cuves.</p>
<p>Observations : Les volumes et affectation (produits contenus) doivent être affichés sur chaque bain.</p> <p>L'exploitant justifie à l'inspection les caractéristiques des volumes utiles affectés au traitement (données constructeurs, à défaut volume géométrique). Il fournit les dispositions prises quant au maintien/vérification des volumes fixés.</p> <p>Les parties de cuves non affectées doivent être condamnées.</p> <p>A défaut d'éléments probants, le régime de l'installation pourra être reconsidéré.</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Contrôle périodique

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/1997, article I > 1.1.2.
Thème(s) : Situation administrative, Contrôle périodique
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'installation est soumise à des contrôles périodiques par des organismes agréés dans les conditions définies par les articles R. 512-55 à R. 512-60 du code de l'environnement.
Constats : L'exploitant confirme qu'aucun contrôle périodique n'a été réalisé depuis la déclaration initiale de juillet 2017.
Observations : Le premier contrôle périodique prévu à l'article R.512-58 du code de l'environnement aurait dû être réalisé dans les 6 mois suivant la mise en service soit janvier 2018. Le contrôle est renouvelable tous les 5 ans. Un deuxième contrôle aurait dû être réalisé en janvier 2023.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 3 mois

N° 5 : Accessibilité

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/1997, article I > 2.5.
Thème(s) : Risques accidentels, Accessibilité
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'installation doit être accessible pour permettre l'intervention des services d'incendie et de secours.
Constats : Le bâtiment renfermant l'installation est accessible depuis le chemin de la Cadue.
Observations : L'exploitant est invité à se rapprocher des services d'incendie et de secours pour une présentation du site et des moyens d'accès aux installations, d'intervention et de défense incendie.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : Ventilation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/1997, article I > 2.6.
Thème(s) : Risques accidentels, Ventilation
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Sans préjudice des dispositions du code du travail, les locaux doivent être convenablement ventilés pour notamment éviter tout risque d'atmosphère explosible. Le débouché à l'atmosphère de la ventilation doit être placé aussi loin que possible des habitations voisines.
Constats : Une extraction est réalisée en partie haute du local avec un rejet en façade.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 8 : Rétention des aires et locaux de travail

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/1997, article I > 2.9.
Thème(s) : Risques chroniques, Rétention des aires et locaux de travail
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Le sol des aires et des locaux de stockage ou de manipulation des produits dangereux pour l'homme ou susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol doit être étanche, incombustible et équipé de façon à pouvoir recueillir les eaux de lavage et les produits répandus accidentellement ; pour cela un seuil surélevé par rapport au niveau du sol ou tout dispositif équivalent les sépare de l'extérieur ou d'autres aires ou locaux. Les produits recueillis sont de préférence récupérés et recyclés, ou en cas d'impossibilité traités conformément à l'article 5.7 et au titre 7.
Constats : Les produits et déchets sont stockés dans des bacs plastiques dans une partie dédiée du bâtiment. Il n'existe pas de seuil surélevé permettant de contenir des eaux de lavage ou produits déversés accidentellement. Le sol bétonné de l'atelier de traitement présente une fissure.
Observations : L'exploitant procède sous un mois : - à la réparation de la fissure de l'atelier. - à la mise en place d'un seuil surélevé ou équivalent dans le local produits chimiques/déchets Il étend le contrôle d'intégrité à l'intégralité des sols où sont susceptibles d'être manipulés des produits ou déchets. Il rend compte à l'inspection des investigations et travaux réalisés dans le mois qui suit.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 9 : Cuvettes de rétention

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/1997, article I > 2.10.
Thème(s) : Risques chroniques, Cuvettes de rétention
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Tout stockage de produits liquides susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol doit être associé à une capacité de rétention dont le volume doit être au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :- 100 % de la capacité du plus grand réservoir ; - 50 % de la capacité globale des réservoirs associés. Les réservoirs fixes sont munis de jauges de niveau et pour les stockages enterrés de limiteurs de remplissage. Le stockage sous le niveau du sol n'est autorisé que dans des réservoirs en fosse maçonnée ou assimilés. L'étanchéité des réservoirs doit être contrôlable. Lorsque le stockage est constitué exclusivement de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, admis au transport, le volume minimal de la rétention est égal, soit à la capacité totale des récipients si cette capacité est inférieure à 800 litres, soit à 20 % de la capacité totale avec un minimum de 800 litres, si cette capacité excède 800 litres. La capacité de rétention doit être étanche aux produits qu'elle pourrait contenir et résister à l'action physique et chimique des fluides. Il en est de même pour le dispositif d'obturation qui doit être maintenu fermé en conditions normales. Elle est munie d'un déclencheur d'alarme en point bas. Des réservoirs ou récipients contenant des produits susceptibles de réagir dangereusement ensemble ne doivent pas être associés à la même cuvette de rétention.</p>
<p>Constats : Les 2 chaines de traitement sont placées dans 2 ouvrages maçonnés de 14 m² environ formant rétention.</p> <p>L'exploitant précise que le sol et la première rangée de parpaing ont été traités pour étanchéité aux produits concourant au traitement des pièces. Le sol de la rétention ainsi que le muret au droit de la cuve de rinçage présente des traces de produits chimiques (égouttures).</p> <p>Certains des groupes filtrants et tuyauteries/raccords souples dédiés aux bains sont fuyards, ils sont posés dans de petits bacs visant à retenir les écoulements. Ces derniers sont eux-mêmes placés dans la rétention maçonnée. La présence de divers contenants de produits chimiques est constatée dans les rétentions maçonnées.</p> <p>Sur la chaine de traitement n°1, des cuves de dorure et plaquage Or sont disposées dans la même rétention que des cuves de cuivre acide.</p> <p>A la lecture des fiches de données sécurité, les deux produits acide/base sont susceptibles de réagir et provoquer notamment des dégagements de cyanures.</p>
<p>Observations : L'exploitant justifie :</p> <ul style="list-style-type: none"> - sous un mois, de la qualité (étanchéité et résistance à l'agression des produits chimiques) du traitement de la rétention. - sous un mois, la mise en place de rétentions séparées pour les produits pouvant réagir ensemble. Il procède sous un mois à la réfection des fuites sur les groupes de filtration. <p>Les rétentions doivent être exemptes de produits.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : un mois

N° 11 : Connaissance des produits - Etiquetage

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/1997, article I > 3.3.
Thème(s) : Risques chroniques, Connaissance des produits - Etiquetage
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : L'exploitant doit avoir à sa disposition des documents lui permettant de connaître la nature et les risques des produits dangereux présents dans l'installation, en particulier les fiches de données de sécurité. Les fûts, réservoirs et autres emballages doivent porter, en caractères très lisibles, le nom des produits et, s'il y a lieu, les symboles de danger conformément à la réglementation relative à l'étiquetage des substances et préparations chimiques dangereuses.</p>
<p>Constats : Des fiches de données sécurité relatives aux produits composant les bains ont été présentées. Lors de la visite du stockage de produits chimiques répartis dans deux bacs acide/base séparés, certains emballages, bidons, fûts ne comportent pas de mention de danger. L'exploitant précise que certains produits ne sont plus utilisés et seront évacués en tant que déchets.</p>
<p>Observations : Il est rappelé que l'exploitant est tenu au respect de la prescription. Il justifie sous 2 mois de la prise en charge pour élimination des déchets et substances non étiquetées selon les filières autorisées à cet effet. Il transmet les bordereaux de suivis de déchets dangereux selon Trackdéchets.</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 12 : Registre entrée/sortie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/1997, article I > 3.5.
Thème(s) : Risques chroniques, Registre entrée/sortie
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : L'exploitant doit tenir à jour un état indiquant la nature et la quantité des produits dangereux détenus, auquel est annexé un plan général des stockages. Cet état est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées et des services d'incendie et de secours. La présence dans les ateliers de matières dangereuses ou combustibles est limitée aux nécessités de l'exploitation.</p>
<p>Constats : L'état des stocks se résume à l'affichage d'une liste des produits présents répartis par famille base et acide. Ni l'état des stocks, ni le stockage réel ne distingue clairement produits et déchets. L'adéquation état des stocks affiché et réel n'a pas été vérifié le jour de l'inspection.</p>
<p>Observations : Les quantités (volumes en Litres ..) de produits (et de déchets) doivent être précisées dans un état des stocks qui doit être tenu à jour et daté. Il est souhaitable de tenir un registre informatisé. Tout en s'assurant des règles de compatibilité, il convient de dissocier les produits des déchets devant être traités/éliminés.</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 13 : Vérification périodique des installations électriques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/1997, article I > 3.6.
Thème(s) : Risques accidentels, Vérification périodique des installations électriques
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Toutes les installations électriques doivent être entretenues en bon état et doivent être contrôlées, après leur installation ou leur modification par une personne compétente. La périodicité, l'objet et l'étendue des vérifications des installations électriques ainsi que le contenu des rapports relatifs aux dites vérifications sont fixés, notamment par l'arrêté du 20 décembre 1988 relatif à la réglementation du travail ou par l'arrêté du 10 octobre 2000 fixant la périodicité, l'objet et l'étendue des vérifications des installations électriques au titre de la protection des travailleurs ainsi que le contenu des rapports relatifs aux dites vérifications.
Constats : Aucun contrôle des installations électriques n'a été réalisé.
Type de suites proposées : avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 2 mois

N° 14 : Moyens de secours contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/1997, article I > 4.2.
Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de secours contre l'incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'installation doit être dotée de moyens de secours contre l'incendie appropriés aux risques et conformes aux normes en vigueur, notamment :- d'un ou de plusieurs appareils d'incendie (bouches, poteaux...) publics ou privés dont un implanté à 200 mètres au plus du risque, ou des points d'eau, bassins, citernes..., d'une capacité en rapport avec le risque à défendre ;- d'extincteurs répartis à l'intérieur des locaux, sur les aires extérieures et les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction doivent être appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les produits stockés ;- d'une réserve de sable meuble et sec en quantité adaptée au risque, sans être inférieure à 100 litres, et des pelles ;- d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours ;- de plans des locaux facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours. Ces dispositifs doivent être maintenus en bon état et vérifiés au moins une fois par an.</p>
<p>Constats : L'installation est pourvue :</p> <ul style="list-style-type: none"> - d'extincteurs de nature variée et vérifiés par SIP le 20/02/23. - présence d'une borne incendie (débit inconnu de l'exploitant) sur le domaine public à l'intersection Chemin de la Cadue RD41 - d'une réserve de sable meuble légèrement humide et d'une pelle ; - de la téléphonie, - d'une alarme incendie - d'un plan des locaux
<p>Observations : L'exploitant s'assure :</p> <ul style="list-style-type: none"> - du bon fonctionnement et du débit suffisant de la borne incendie (avec le gestionnaire réseau) - d'une réserve de sable sec.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 18 : Mesure des volumes rejetés

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/1997, article I > 5.4.
Thème(s) : Risques chroniques, Mesure des volumes rejetés
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : La quantité d'eau rejetée est mesurée journallement ou, à défaut, évaluée à partir de la mesure des quantités d'eau prélevées dans le réseau de distribution publique ou dans le milieu naturel.
Constats : L'exploitant précise que les quantités d'eau du réseau utilisée dans le cadre du process (appoint des bains de rinçage principalement) ne sont pas connues. Il indique qu'au regard de la facturation annuelle (incluant usage sanitaire), le volume prélevé et rejeté peut être évalué à 70 m3/an.
Observations : L'exploitant est invité à suivre cet indicateur avec plus de précision avec un compteur divisionnaire au besoin. Il doit servir au dimensionnement du pré traitement aval.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 19 : Valeurs limites de rejet

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/1997, article I > 5.5
Thème(s) : Risques chroniques, Valeurs limites de rejet
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Sans préjudice des conventions de déversement dans le réseau public (art. L. 1331-10 du code de la santé publique), les rejets d'eaux résiduaires doivent faire l'objet, en tant que de besoin, d'un traitement permettant de respecter les valeurs limites suivantes, contrôlées, sauf stipulation contraire de la norme, sur effluent brut non décanté et non filtré, sans dilution préalable ou mélange avec d'autres effluents :</p> <p>a) Dans tous les cas, avant rejet au milieu naturel ou dans un réseau d'assainissement collectif ;</p> <ul style="list-style-type: none"> - pH (selon la norme mentionnée à l'annexe II de l'arrêté du 7 juillet 2009 relatif aux modalités d'analyse dans l'air et dans l'eau dans les ICPE et aux normes de référence) : 5,5-8,5 (9,5 en cas de neutralisation à la chaux) ; - température : < 30 °C. <p>b) Dans le cas de rejet dans un réseau d'assainissement collectif muni d'une station d'épuration ;</p> <ul style="list-style-type: none"> - matières en suspension (selon la norme mentionnée à l'annexe II de l'arrêté du 7 juillet 2009 relatif aux modalités d'analyse dans l'air et dans l'eau dans les ICPE et aux normes de référence) : 600 mg/l ; - DCO (selon la norme mentionnée à l'annexe II de l'arrêté du 7 juillet 2009 relatif aux modalités d'analyse dans l'air et dans l'eau dans les ICPE et aux normes de référence) : 2 000 mg/l. <p>d) Polluants spécifiques : avant rejet dans le milieu naturel ou dans un réseau d'assainissement collectif urbain :</p> <ul style="list-style-type: none"> - indice hexavalent (NF T90-112) : 0,1 mg/l si le flux est supérieur à 1 g/j ; - cyanures (selon la norme mentionnée à l'annexe II de l'arrêté du 7 juillet 2009 relatif aux modalités d'analyse dans l'air et dans l'eau dans les ICPE et aux normes de référence) : 0,1 mg/l si le flux est supérieur à 1 g/j ; - métaux totaux (NF T90-112) : 15 mg/l si le flux est supérieur à 100 g/j. Ces valeurs limites doivent être respectées en moyenne quotidienne. Aucune valeur instantanée ne doit dépasser le double des valeurs limites de concentration.
<p>Constats : Les effluents sont déversés dans le réseau public sans traitement ou caractérisation préalable, hormis un contrôle par pHmètre portatif. Les contrôles effectués, limités à la lecture pH, ne sont pas reportés sur un registre. L'exploitant n'est pas en mesure de justifier la qualité ni les volumes des effluents rejetés. Aucune mesure de polluant n'a été réalisée. L'installation de la station d'épuration présente sur le site n'est pas achevée. L'exploitant précise que les résines échangeuses d'ions sont probablement à changer.</p>
<p>Observations : L'exploitant est invité à se rapprocher du gestionnaire de la station d'épuration communale pour s'assurer de l'autorisation de déversement d'effluents de process de traitement de surface.</p> <p>La qualité de l'effluent doit être caractérisée par un contrôle qualitatif sur les polluants ci dessus listés. La qualité des rejets doit être portée à connaissance du gestionnaire.</p> <p>L'installation de traitement du site doit être mise en service et garantir du respect, sans préjudice de la convention de déversement, des valeurs limites fixées par la prescription.</p>
Type de suites proposées : Mesures conservatoires
Proposition de suites : Mesures conservatoires

N° 20 : Mesure périodique de la pollution rejetée

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/1997, article I > 5.9.
Thème(s) : Risques chroniques, Mesure périodique de la pollution rejetée
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Une mesure des concentrations des différents polluants visés au point 5.5 doit être effectuée au moins tous les trois ans par un organisme agréé par le ministre de l'environnement. Ces mesures sont effectuées sur un échantillon représentatif du fonctionnement de l'installation et constitué soit par un prélèvement continu d'une demi-heure, soit par au moins deux prélèvements instantanés espacés d'une demi-heure. En cas d'impossibilité d'obtenir un tel échantillon, une évaluation des capacités des équipements d'épuration à respecter les valeurs limites est réalisée. Une mesure du débit est également réalisée ou estimée à partir des consommations, si celui-ci est supérieur à 10 m3/j.
Constats : Aucune mesure permettant de qualifier le rejet au réseau communal n'a été réalisée. La station de traitement présente dans une partie dédiée n'est pas opérationnelle, elle n'est notamment pas reliée à l'atelier galvanoplastie, ni même branchée électriquement. Au regard des estimations de rejet, basés sur la consommation d'eau totale (incluant les usages sanitaires), le débit de 10 m3/j précité ne serait pas atteint.
Observations : L'installation de traitement du site doit être mise en service et garantir du respect, sans préjudice de la convention de déversement, des valeurs limites fixées par la prescription. La mesure de polluants susvisés doit être réalisée avant tout mélange avec les eaux usées domestiques (sanitaires, lavabos, douches).
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mesures conservatoires
Proposition de délais : sans

N° 23 : Stockage des déchets

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/1997, article I > 7.2.
Thème(s) : Risques chroniques, Stockage des déchets
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : Les déchets produits par l'installation doivent être stockés dans des conditions limitant les risques de pollution (prévention des envols, des infiltrations dans le sol, des odeurs). La quantité de déchets stockés sur le site ne doit pas dépasser la capacité mensuelle produite ou un lot normal d'expédition vers l'installation d'élimination.</p>
<p>Constats : Les déchets sont stockés dans des bacs séparés (acide/base) dans un local fermé (par cadenas) du bâtiment. (cf point porte CF) L'exploitant précise que l'activité est faible et n'a pas généré de lots de déchets suffisamment important pour enclencher un enlèvement pour destruction. Aucun élément n'étaye ces propos. Aucun bordereau justificatif de prise en charge des déchets n'a pu être présenté malgré une activité exercée sur ce site depuis 2017.</p>
<p>Observations : cf point 24 L'attention de l'exploitant est attirée sur la durée d'entreposage des déchets qui peut conduire à une requalification en stockage selon la directive n° 1999/31/CE du 26/04/99 concernant la mise en décharge des déchets. Une traçabilité de la production de déchets doit être tenue.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 2 mois

N° 24 : Déchets dangereux

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/1997, article I > 7.4.
Thème(s) : Risques chroniques, Déchets dangereux
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les déchets dangereux doivent être éliminés dans des installations autorisées à recevoir ces déchets. L'exploitant doit être en mesure d'en justifier l'élimination ; les documents justificatifs doivent être conservés trois ans.
Constats : Le local de stockage ne distingue pas clairement produits et déchets. Le stockage s'effectue par distinction acide/base à même des boxes plastiques. Les emballages de produits chimiques (bidons - fûts) ne présentent pas pour nombre d'entre eux de pictogramme de mention de danger. Une référence manuscrite rappelle pour certains le contenu, la dénomination du produit. La zone présente quelques matériaux combustibles (emballages cartons). Aucun bordereau justificatif de prise en charge des déchets n'a pu être présenté malgré une activité exercée sur ce site depuis 2017. L'exploitant indique qu'une évacuation de déchets sera programmée avec un prestataire adhoc.
Observations : Les déchets dangereux doivent être évacués selon une filière dûment autorisée sous 2 mois. Les lots de déchets devront être renseignés dans l'application Trackdéchets. Le local doit être mieux tenu et distinguer clairement déchets / nature / produits dans le respect des règles de compatibilité, stockage. Le sol doit être pourvu de dispositifs permettant de recueillir les produits répandus accidentellement.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 2 mois

N° 26 : Local déchets – produits chimiques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/1997, article I > 2.4
Thème(s) : Tenue au feu porte local
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les locaux abritant l'installation doivent présenter les caractéristiques de réaction et de résistance au feu minimales suivantes : - portes intérieures coupe-feu de degré 1/2 heure et munies d'un ferme-porte ou d'un dispositif assurant leur fermeture automatique ;
Constats : La porte du local produits chimiques/déchets est une simple porte bois ne comportant qu'une face fermée avec la partie intérieure alvéolée visible, sans dispositif de fermeture automatique. Elle ne présente pas la tenue coupe feu requise pour limiter la propagation d'un éventuel incendie.
Observations : L'exploitant fait apposer une porte conforme à la prescription
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 3 mois

